

La montée du protectionnisme menace de porter préjudice au commerce international et au système de paiements de façon permanente. Et même si ce n'est pas le cas, la concurrence au sein du système continuera de toute évidence d'être très dure et les pressions politiques seront difficiles à supporter.

Si l'on s'arrête aux problèmes que pose la gestion d'une situation aussi complexe, certaines réalités ressortent nettement.

Premièrement, les affaires internationales ne sont pas que l'affaire des superpuissances politiques et économiques. Celles-ci n'ont pas les solutions; mais elles ont des intérêts nationaux qui peuvent ou non concorder avec les intérêts de la communauté internationale. Aucun pays, qu'il soit ou non une superpuissance, ne peut se faire unilatéralement le champion de la gestion des problèmes du système international.

Deuxièmement, - et c'en est le corollaire -, cette gestion doit être multilatérale, plurilatérale, collective et commune. Elle doit également être souple et adaptable. Aucune force, soit-elle dominatrice ou contraignante, ne peut remplacer l'ordre mondial enchâssé dans les grands mécanismes de négociation et institutions de la communauté internationale. Ces instruments doivent être maintenus et, au besoin, renforcés.

Troisièmement - et c'est la conclusion -, le concept du "rôle" national doit émerger d'une analyse critique de ce qui est nécessaire pour faire fonctionner ce système international, ainsi que d'un examen pragmatique des vocations nationales. Il ne découle d'aucun concept abstrait ou idéaliste de l'image qu'une nation pourrait aimer projeter de son rôle actuel ou passé.

Pour le Canada, cela signifie que nous devons, comme les autres, commencer par définir précisément nos intérêts, nos capacités et nos problèmes propres -- mais avant tout nos intérêts -- lorsque nous nous tournons vers le monde. J'aimerais insister sur le fait qu'il n'existe aucune contradiction entre le fait de bien réussir dans le monde et celui de faire du bien dans le monde. Si nous n'avons pas de bons résultats au plan économique, nous avons plus de chances de nous retrancher dans le protectionnisme et l'insularité, plus de chances de perdre les ressources nécessaires pour contribuer positivement au développement, au maintien de la paix, à l'allègement de la famine et à la prestation de secours aux réfugiés, et aussi plus de chances